

Le chassé-croisé des destins à bord de l'« Aquarius »

Qu'ils viennent d'Afrique ou du Proche-Orient, les migrants traversent les mêmes épreuves en Méditerranée

A BORD DE L'« AQUARIUS » EN MÉDITERRANÉE - envoyée spéciale

Ambiance sonore saturée, odeur entêtante d'essence, traînées de vomis sur le caoutchouc... Quand l'embarcation de sauvetage de l'*Aquarius* s'approche, lundi 18 juillet, du canot pneumatique où s'entassent 136 migrants, elle entre dans un autre monde : un lieu que la mort a essayé d'envahir. Là, comme en témoignent le sel sur leurs joues, des hommes ont pleuré en écopant toute la nuit l'eau des vagues qui passaient par-dessus bord ; des femmes ont prié et hurlé en serrant leurs enfants pour les préserver. Lundi matin à 7h30, alors que les sauveteurs de SOS Méditerranée, l'ONG de secours en mer qui a affrété l'*Aquarius*, sont déjà à l'œuvre, distribuant les gilets de sauvetage, les cris nocturnes se prolongent sur la mer.

Très vite pourtant, les 27 femmes et les 6 enfants sont évacués, l'une dans un état comateux pour avoir trop respiré de vapeurs d'essence. Quand Merline, une jeune Camerounaise de 27 ans, arrive sur le pont de l'*Aquarius*, elle titube, ne sentant plus ses pieds écrasés par un homme assis sur elle depuis le départ des plages libyennes vers minuit.

Après un peu de temps et beaucoup de larmes, la conscience d'être en vie se réinstalle doucement parmi les rescapés. « Les passeurs nous avaient dit que la traversée durait deux ou trois heures. Après quatre ou cinq heures, on était encore au milieu de l'eau, on n'avait plus d'essence. On a paniqué. Tout le monde voyait la mort venir », raconte Aker, 34 ans, le mari de Merline. A ce moment-là, il a regretté son choix de partir, motivé par son mariage avec une femme d'une autre ethnie que la sienne, et leur mise à l'écart. « En même temps, je ne pouvais pas faire demi-tour. En Libye, j'avais payé le passeur dès mon arrivée : 800 euros pour moi, 900 pour ma femme », se justifie-t-il pour tenter d'exorciser sa peur.

« Les migrants ne disposent plus de téléphone pour appeler les secours »

ALBERT MAYORDOMO
sauveteur SOS Méditerranée

Après quatre jours de tempête, l'arrivée du canot de Merline et de son époux marque le retour des migrants en Méditerranée. Lundi n'a pas établi un nouveau record, juste rappelé que la saison des migrations battait son plein sur cette route où plus de 2800 personnes ont déjà péri en 2016.

Depuis octobre 2014 et la fin de « Mare Nostrum », l'opération italienne de sauvetage en Méditerranée, le secours d'Etat n'existe plus et le gros du travail revient aux ONG. Elles positionnent leurs bateaux au plus près des eaux territoriales libyennes, afin de récupérer le plus tôt possible les canots à la dérive. Les navires de Frontex ou de l'opération « Sophia » contre les passeurs, adoptent, eux, d'autres stratégies correspondant à leurs missions.

Au large, à l'est de Tripoli

Alors, sur l'*Aquarius*, SOS Méditerranée est toujours sur le quivive pour s'adapter encore et encore. Aujourd'hui, les sauveteurs s'inquiètent : « Sur les derniers sauvetages, les migrants ne disposent plus comme avant de téléphone pour appeler les secours », s'alarme ainsi Albert Mayordomo. La prise en charge du canot de Merline, comme du précédent, le 11 juillet, a été lancée après que l'*Aquarius* les eut lui-même repérés, et non à la suite d'un appel au secours. De quoi largement compliquer la tâche et augmenter les risques.

Les bateaux de sauvetage manquent en effet sur la zone. Alors, pour optimiser les forces autour de Tripoli, le Maritime Rescue Coordination Center (MRCC) de



Sauvetage au large des côtes libyennes par l'équipage de l'« Aquarius », lundi 18 juillet. ANNA PSAROUDAKIS/SOS MÉDITERRANÉE

Rome, le centre chargé des sauvetages, organise chaque jour un véritable ballet, tentant de prendre en compte le plus de considérations possibles. Ainsi, Médecins sans frontières (MSF), opérateur le plus présent sur la zone, a pour principe de ne pas effectuer de transfert ni d'en accepter depuis des bateaux militaires, afin de préserver son indépendance. Une règle que l'ONG accepte toutefois de mettre entre parenthèses « s'il n'y a pas d'autre solution ou si cela porte préjudice à l'activité de secours en mer ». Comme SOS Méditerranée n'a pas cette prévention, c'est son navire qui, lundi, a pris en charge des rescapés recueillis par un navire de guerre.

Après lui avoir assigné la mission de porter secours aux passagers du canot de Merline, le MRCC de Rome a en effet demandé à l'*Aquarius* de prendre à son bord 112 migrants recueillis sur un vaisseau italien. A peine ce transfert effectué, un nouvel appel du MRCC a envoyé l'*Aquarius* enquêter sur un bateau en bois qui aurait pu renfermer 500 personnes à quelques dizaines de milles. « Il s'est rapidement avéré que c'était un bateau de pêcheur », explique le capitaine Alexander Moroz, à qui Rome a alors demandé de se diriger vers l'ouest de Tripoli pour transférer ses 248 migrants sur le *Dignity-I*, le navire de MSF, avant de revenir se poster à l'est de la

capitale libyenne, où il est le seul bateau affrété par une ONG.

Le *Dignity-I* a pu ensuite faire route vers le port de Pozzallo, en Sicile, avec 431 migrants à son bord, dont une dizaine de Syriens. Trop tôt pour dire si la présence de ce petit groupe est un signe avant-coureur du retour des réfugiés syriens en Méditerranée centrale après l'accord UE-Turquie du 20 mars. Les nationalités sont multiples et variées sur cette route.

Merline et son époux camerounais ne sont pas des cas isolés. De nombreux ressortissants d'Afrique francophone traversent la Méditerranée cet été. Depuis le 21 avril, sur les 8023 personnes recueillies par le *Dignity-I* et le

Bourbon-Argos, les deux bateaux affrétés par MSF, ainsi que l'*Aquarius*, Camerounais, Maliens ou Ivoiriens côtoient des ressortissants de pays plus facilement éligibles à l'asile comme l'Erythrée, le Soudan ou la Somalie.

Durant son voyage, Merline était près d'Asmenam, une Erythréenne de 22 ans, venue « chercher une vie en paix n'importe où en Europe ». Toutes deux sont persuadées que quelles que soient les conditions de vie en Europe, elles ne seront pas pires que ce qu'elles ont déjà vécu. Pourtant, l'une sera éligible à l'asile et à la relocalisation depuis un centre d'accueil (« hot spot »). L'autre non. ■

MARYLINE BAUMARD